



Faits Saillants



2015



CONCEPTION ET MISE EN PAGE : Lisa Temes

PHOTOS : Avec l'aimable autorisation des organisations et des parlements hôtes

Cette publication et les nombreuses activités qui y sont décrites ont été rendues possibles grâce au généreux soutien financier du ministère Affaires Mondiales Canada (AMC), auparavant connu sous le nom de Ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada (MAECD).

Table des matières

- 4 Message de la Présidente de ParlAmericas
- 5 Message de la Présidente du Groupe des femmes parlementaires
- 6 Message du Président du Réseau parlement ouvert
- 7 À propos de ParlAmericas
- 8 Les piliers de notre travail
- 9 Législatures nationales représentées au Conseil d'administration
- 10 Partenaires
- 11 Résumé de 2015
- 13 Rencontre parlementaire sur la transparence législative en marge du Sommet des Amériques
- 15 Conférence internationale sur le renforcement de la surveillance législative
- 16 Rencontre annuelle du Groupe des femmes parlementaires
- 20 En Perspective : Assemblée plénière
- 30 Rencontre avec la société civile dans le cadre du IIe Forum parlementaire : Beijing + 20
- 32 Réunion sur la transparence législative dans les Amériques en marge du Sommet mondial du Partenariat pour le gouvernement ouvert
- 34 Session de travail du Réseau parlement ouvert en marge du Sommet mondial du Partenariat pour le gouvernement ouvert
- 37 Délégations parlementaires à la Mission d'observation électorale de ParlAmericas en Haïti
- 40 Activités et Finances

Message de la Présidente de ParlAmericas



Chères collègues, chers collègues,

C'est un honneur de vous présenter, en tant que présidente de ParlAmericas, notre rapport Faits Saillants 2015. Cette dernière année a été marquée par de nombreux développements significatifs pour notre forum.

Comme vous pourrez le constater au fil de ce rapport, nous avons eu cette année de nombreuses occasions de partager nos expériences, de discuter de bonnes pratiques et idées novatrices ainsi que de construire et renforcer le dialogue interparlementaire. Nous avons organisé des réunions où nous avons abordé des sujets fondamentaux comme la transparence parlementaire, l'égalité entre les sexes ainsi que de nombreux autres sujets importants pour les Amériques.

Lors de notre dernière Assemblée plénière, nous avons effectué notre première consultation stratégique institutionnelle afin de recueillir les points de vue, expériences et idées des parlementaires des Amériques et ainsi s'assurer que ces perspectives sont prises en compte lors de la mise en œuvre de nos projets à long terme.

Je tiens à souligner l'ajout d'un nouveau groupe de travail permanent à ParlAmericas : le réseau pour un parlement ouvert. Ce réseau est dirigé par le sénateur Hernán Larraín du Chili et contribue au succès et au développement de notre organisation.

Je voudrais aussi attirer l'attention sur l'élection d'une nouvelle présidente du Groupe des femmes parlementaires : Gina Godoy, membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur. C'est également avec grand plaisir que nous accueillons Cuba et Sainte-Lucie au sein de notre Conseil d'administration.

Je vous remercie pour votre précieuse contribution tout au long de 2015 et vous invite à continuer à collaborer avec nous pour contribuer au bien-être des Amériques et des Caraïbes et pour renforcer les liens entre nos pays.

Cordialement,

Marcela Guerra

MARCELA GUERRA

Sénatrice, Mexique

Présidente de ParlAmericas

Message de la Présidente du Groupe des femmes parlementaires



Chères collègues, chers collègues,

Au nom du Groupe des femmes parlementaires de ParlAmericas, je tiens à vous transmettre nos sincères salutations.

Dans ce rapport annuel préparé par ParlAmericas, il me fait grand plaisir de souligner la 7ème rencontre annuelle de notre groupe qui s'est tenue à Termas de Río Hondo, Argentine. Lors de la rencontre, nous avons présenté un programme ambitieux pour les parlementaires consacrées à l'autonomisation politique des femmes.

Nous avons également participé au 2e Forum parlementaire Beijing + 20, organisé par l'Assemblée nationale de l'Équateur. Dans le cadre de ce forum, ParlAmericas a organisé une séance avec plus de 100 représentants de la société civile sur le thème des femmes et de l'économie solidaire.

J'ai également eu l'honneur de participer à la Mission d'Observation électorale en Haïti de ParlAmericas, où nous avons rencontré des dirigeants qui travaillent sans relâche pour atteindre une plus grande

participation des femmes dans la politique et pour mettre fin à la discrimination.

C'est avec beaucoup d'enthousiasme que je prends cette présidence afin de poursuivre la mise en œuvre de notre plan d'action pour les droits des femmes. Je tiens à remercier chaleureusement ma prédécesseure, la Présidente Jennifer Simons, pour ses conseils et son leadership.

Au nom du Groupe des femmes parlementaires, je tiens aussi à vous remercier pour toutes vos contributions significatives. Par le biais de ParlAmericas, des femmes et des hommes parlementaires continueront à démontrer un engagement à aller de l'avant dans la lutte pour l'égalité entre les sexes.

Cordialement,

Gina Godoy

GINA GODOY

Membre de l'Assemblée nationale,
Équateur
Présidente du Groupe des femmes
parlementaires

Message du Président du Réseau parlement ouvert



Chères collègues, Chers collègues,

C'est un honneur pour moi de m'adresser à vous en tant que Président du Réseau parlement ouvert. Cette année notre réseau fut incorporé dans la structure de ParlAmericas afin de poursuivre son développement et sa croissance dans les Amériques.

Ce fut fort enrichissant de pouvoir partager et discuter avec vous du plan d'action du Réseau, ainsi que de discuter de vos contributions et idées lors de l'atelier que nous avons organisé en octobre au Mexique. J'espère que dans les prochains mois, nos législatures continueront à s'engager dans les principes de transparence, responsabilisation, participation citoyenne et probité. À travers cet engagement, nous pourrons continuer à renforcer notre système démocratique et permettre le développement de parlements plus ouverts dans nos pays.

Je tiens à partager mes meilleures salutations et vous exprimer ma conviction que, avec ParlAmericas, nous serons en mesure d'avancer dans la réalisation de ces principes pour le bien-être de toutes nos communautés. Je vous invite à participer aux activités que nous avons prévues pour 2016 et à poursuivre avec nous le travail de ParlAmericas dans ce domaine.

Cordialement,

Hernán Larraín

HERNÁN LARRAÍN

Sénateur, Chili

Président du Réseau parlement ouvert

À propos de ParlAmericas

ParlAmericas – le réseau des législatures nationales des États membres de l’Organisation des États américains (OEA) – est un forum indépendant pour les parlementaires des Amériques ayant pour objectif de favoriser un dialogue et un engagement politique inclusif au sein du système interaméricain. Depuis 2001, ParlAmericas a créé une communauté professionnelle pour les parlementaires par le biais de forums régionaux, d’ateliers de formation, d’un forum permanent de débats et des mesures de suivi. ParlAmericas est un espace pour partager les expériences, leçons apprises et bonnes pratiques sur des enjeux affectant les Amériques, notamment l’égalité entre les sexes et la transparence législative, et ainsi renforcer les liens entre les pays de l’hémisphère par le biais de la diplomatie parlementaire.

ParlAmericas est géré par les parlementaires et pour les parlementaires, avec un Conseil d’administration représentant des législatures membres de l’Amérique du Nord, Centrale, du Sud et des Caraïbes.



Les piliers de notre travail



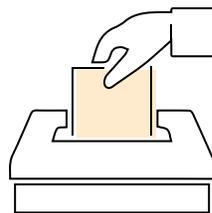
Renforcement des capacités

ParlAmericas améliore les compétences et les connaissances des parlementaires. Ces possibilités d'apprentissage continu contribuent à l'efficacité des institutions parlementaires des Amériques.



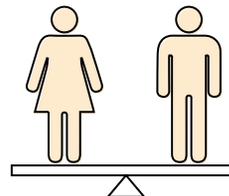
Réseautage

ParlAmericas construit des réseaux et communautés en facilitant l'échange d'idées novatrices et bonnes pratiques entre parlementaires, ainsi qu'entre parlementaires et différents groupes, y compris des représentants de la société civile, universitaires, spécialistes des politiques et autres groupes parlementaires.



Démocratie

ParlAmericas renforce les capacités des parlementaires à représenter et à travailler au nom des citoyens des Amériques. Nos activités inspirent une analyse critique sur des sujets tels que la transparence, l'équité sociale et le développement durable.



Égalité entre les sexes

ParlAmericas permet aux parlementaires de plaider en faveur de politiques, lois et sociétés sensibles au genre. Nous créons des espaces de débat et de discussion sur la façon d'accélérer les progrès sur le leadership des femmes et les droits de la personne.



Transparence

ParlAmericas encourage les initiatives visant à rendre les parlements plus ouverts et transparents. Ce travail implique des mécanismes qui favorisent l'accès à l'information, la responsabilité parlementaire, la conduite éthique et la participation citoyenne dans les processus législatifs.

Législatures nationales représentées au Conseil d'administration

Comité exécutif du Conseil d'administration

MARCELA GUERRA, Présidente. Sénatrice, Mexique

GERMÁN BLANCO, 1^{er} Vice-Président. Représentant, Colombie

GINA GODOY, 2^{ème} Vice-présidente et Présidente du Groupe de femmes parlementaires. Membre de l'Assemblée nationale, Équateur

HERNÁN LARRAÍN, 2^{ème} Vice-président et Président du réseau Parlement ouvert. Sénateur, Chili

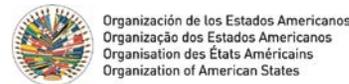
Notre Conseil d'administration est composé de personnes élues et de représentants sous régionaux des parlements membres, en plus de membres associés, du Président sortant, de l'hôte de la prochaine Assemblée plénière et de la directrice générale du Secrétariat International.



Partenaires

En plus de nos parlements membres, ParlAmericas a collaboré l'an dernier avec un certain nombre d'organisations qui ont contribué des experts et des ressources pour nos activités et projets. Nous sommes reconnaissants pour leurs

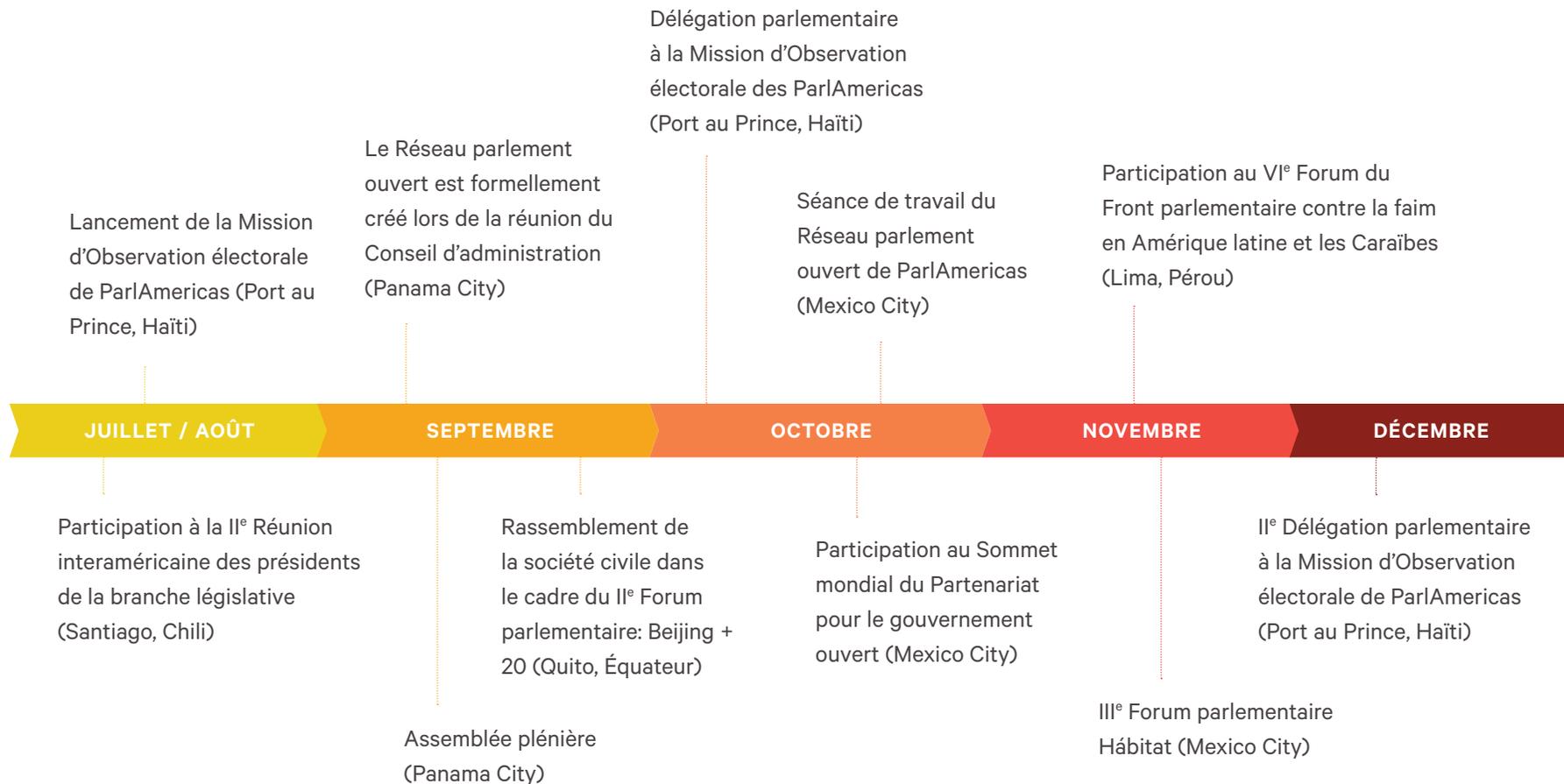
contributions et nous avons hâte de continuer cette collaboration afin de renforcer la démocratie, la transparence législative, les droits des femmes et le développement durable.



Résumé de 2015



Résumé de 2015





Rencontre parlementaire sur la transparence législative en marge du Sommet des Amériques

THÈME : Innovations démocratiques et éthique parlementaire

DATE : 10 avril 2015

LIEU : Panama City

HÔTES : Parlatino et ParlAmericas

PARTICIPANTS : Parlementaires nationaux représentant 26 pays des Amériques et des Caraïbes, et les ministres des affaires étrangères du Canada et de l'Uruguay

Le Parlement latino-américain (Parlatino) et ParlAmericas ont organisé une rencontre parlementaire en marge du VIIe Sommet des Amériques, au cours de laquelle les participants ont partagé leurs expériences sur le thème de la

transparence législative. Lors de la rencontre, ParlAmericas et Parlatino ont également signé un Protocole d'entente.

Luis Almagro, Secrétaire général de l'OEA, a prononcé un discours dans lequel il a exprimé son enthousiasme pour des programmes promouvant le dialogue et la participation publique dans l'élaboration de solutions aux conflits sociaux et pour accroître l'efficacité du travail parlementaire.

« J'espère que ces partenariats deviendront la norme, et que ces consultations et ce dialogue nous servent de source d'inspiration. »

Luis Almagro (OEA), Secrétaire général

Le programme de la rencontre comprenait deux panels où les parlementaires de la région ont partagé leurs perspectives sur les innovations démocratiques et l'éthique parlementaire, en

examinant les possibilités offertes par les nouvelles technologies de communication, les initiatives de participation citoyenne et les bureaux d'éthique.

La première table ronde était animée par Luis Eduardo Quirós, membre de l'Assemblée nationale du Panama avec les panélistes José Roberto Alejos, membre du Congrès du Guatemala ; Gina Godoy, membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur ; Earl Dreesen, membre du Parlement du Canada ; Domingos Neto, membre de la Chambre des députés du Brésil ; et Alejandro Encinas, sénateur du Mexique. La seconde table ronde était animée par Ana Matilde Gómez, membre de l'Assemblée nationale du Panama avec les panélistes Miguel

Edgardo Martínez, membre du Congrès du Honduras ; Wade Mark, Président de la Chambre des représentants de Trinidad et Tobago ; Epsy Campbell, membre de l'Assemblée législative du Costa Rica ; et Jorge Pedraza, sénateur de la Colombie.

À la fin de cette rencontre, les participants ont émis une Déclaration des parlementaires des Amériques rassemblées à l'occasion du VIIe Sommet des Amériques. Des informations supplémentaires, y compris le texte intégral de cette déclaration, figurent dans le rapport de cette rencontre, qui est accessible via le pôle de ressources du Réseau parlement ouvert disponible sur le site de ParlAmericas.



« Il est essentiel d'être conscient que les affaires gouvernementales sont d'intérêt public et qu'il est de notre responsabilité morale de toujours garder pleinement informés les électeurs. Il est évident que nos initiatives conjointes auront un impact positif non seulement pour nos institutions, mais aussi pour l'ensemble de la population du continent. »

Elías Castillo, membre de l'Assemblée nationale du Panama, Président de Parlantino

« Les idées discutées aujourd'hui nous permettront de développer des propositions et des solutions pour améliorer les conditions de vie dans toutes nos communautés, mais surtout, ils nous motiveront pour s'assurer que nous partageons avec le public—d'une manière transparente—ce que nous faisons en tant que représentants politiques, comment nous effectuons notre travail et pourquoi nous le faisons... »

Sénatrice Blanca Alcalá (Mexique), Secrétaire générale de Parlantino

« J'espère que cette rencontre nous servira à nous rappeler que nous sommes directement responsables de la promotion et la création de gouvernements démocratiques. J'ai confiance que cette rencontre nous permettra de développer des propositions et des recommandations visant à promouvoir la transparence législative à travers les Amériques. »

Sénatrice Marcela Guerra (Mexique), Présidente de ParlAmericas

Conférence internationale sur le renforcement de la surveillance législative

THÈME : Responsabilisation, transparence et développement durable

DATES : 2–4 juin 2015

LIEU : Kingston, Jamaïque

HÔTES : Parlement de la Jamaïque, ParlAmericas, Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement, Programme de développement des Nations Unies

PARTICIPANTS : Plus de 200 parlementaires, anciens parlementaires, fonctionnaires et acteurs de la société civile des Caraïbes, de l'Amérique du Nord, du Sud et de l'Afrique

En collaboration avec ses partenaires, ParlAmericas a co-organisé une conférence sur le **renforcement de la surveillance financière dans les assemblées législatives des Caraïbes**, en mettant l'accent sur l'importance cruciale de maximiser l'impact des ressources limitées sur le développement de la responsabilisation et de la transparence. Les parlementaires présents—y compris Jennifer Simons, Présidente de l'Assemblée nationale du Suriname ; et Hugh Buchanan, membre du Parlement de la Jamaïque—ont pu échanger avec des vérificateurs généraux, greffiers des comités des comptes publics et autres parties prenantes à ces processus législatifs.

La Conférence a été ouverte au nom du Parlement hôte par le Président de la Chambre des représentants de la Jamaïque, Michael Peart. Suite à un discours par un représentant de la Banque mondiale, les participants ont écouté **l'allocution principale du Premier ministre Portia Simpson-Miller**, qui a souligné l'importance du contrôle parlementaire sur les dépenses publiques.

La Conférence a été divisée en **sessions techniques, avec des études de cas** des pays présents, traitant des sujets tels que : le développement des capacités institutionnelles, les possibilités pour les institutions de contrôle, l'efficacité du contrôle financier et des mécanismes de suivi et le développement de la comptabilité et de l'audit dans les Caraïbes. Les défis associés à

chacun de ces sujets ont été analysés d'un point de vue régional avec une attention particulière aux contextes distincts auxquels font face les plus petites juridictions.

Un des messages clés de cette rencontre a été la nécessité d'élargir la conversation en éduquant et en impliquant les citoyens, que ce soit à travers les individus, les organisations de la société civile ou des organismes professionnels. Dans ce contexte, l'exemple de la Jamaïque représente une pratique innovante : tous les mercredis en Jamaïque, les audiences du Comité sur les attributions budgétaires et l'administration publique sont diffusés en temps réel afin que tous puissent être informés sur les dépenses publiques.

Sur la base de leurs délibérations, les participants à la Conférence ont publié une déclaration comprenant des **recommandations** axées sur a) le renforcement de l'efficacité du contrôle financier par le parlement, b) le renforcement de l'efficacité des mécanismes de suivi par le parlement, c) le renforcement institutionnel pour un contrôle parlementaire plus efficace, et d) le développement de normes et standards de comptabilité et de vérification afin de mieux soutenir le contrôle parlementaire des dépenses publiques. Ils se sont engagés à l'évaluer le potentiel de mise en œuvre de ces recommandations, le cas échéant, en fonction des priorités et des ressources nationales disponibles.



Rencontre annuelle du Groupe des femmes parlementaires

THÈME : Prévention du harcèlement politique et de la violence à l'égard des femmes

DATES : 24-25 juin 2014

LIEU : Termas de Río Hondo, Argentine

PARTICIPANTS : Plus de 75 parlementaires, anciens parlementaires, représentants de la société civile et des intervenants parlementaires de 12 pays

Depuis 2003, le Groupe des femmes parlementaires de ParlAmericas a favorisé le respect des droits fondamentaux des femmes et le développement d'une perspective axée sur le genre à l'ordre du jour législatif des parlements membres. Les activités interparlementaires du Groupe facilitent l'échange de connaissances dans une perspective d'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités politiques des hommes et des femmes parlementaires engagés à promouvoir l'autonomisation des femmes.

**Comité exécutif du
Groupe des femmes
parlementaires :**

GINA GODOY, Présidente.
Membre de l'Assemblée
nationale, Equateur

CLAUDIA NOGUEIRA, Vice-
présidente. Membre de la
Chambre des députés, Chili

MAGDA RODRÍGUEZ,
Secrétaire. Membre de
la Chambre des députés,
République dominicaine

Aída Ruiz, membre de la Chambre des députés d'Argentine, a été l'hôte de la rencontre annuelle organisée par le Groupe des femmes parlementaires, qui a été facilité par Mme Keila González de l'Institut National Démocratique pour les Affaires Internationales (NDI).

Le harcèlement politique—le thème de la rencontre—est une forme de violence contre les personnes actives dans la vie publique, qui est politiquement motivée et fondée sur le sexe. Il s'agit d'un obstacle

fréquent à l'égalité dans le processus décisionnel. Le harcèlement politique peut se manifester par : un langage sexiste, une couverture médiatique biaisée, des pressions pour renoncer à un poste élu ainsi que d'autres formes d'intimidation et d'agression. Que ce type de comportement se manifeste ouvertement ou par des formes plus subtiles de discrimination, cette violation des droits politiques des femmes renforce les rôles traditionnels et les structures politiques dominés par les hommes. Les participants à cette rencontre se sont engagés à sensibiliser les parlements et citoyens sur cette question et à trouver des moyens pour combattre et prévenir efficacement le harcèlement politique.

Après une présentation par la Gouverneure Claudia Ledesma à la province de Santiago del Estero, les délégués ont partagé leurs rapports sur les initiatives de leurs parlements nationaux liés au plan de travail du groupe de femmes parlementaires, mis en place par le biais de la séance de planification stratégique organisée lors de la Rencontre annuelle 2014. Le programme comprenait également

un discours sur la [loi 243 en Bolivie](#) par l'ancienne parlementaire Ingrid Zabala, un exposé sur la [démocratie paritaire](#) par Irune Aguirrezabal, conseillère pour la participation politique dans les Amériques et les Caraïbes (ONU Femmes), un échange avec des groupes locaux de femmes et une table ronde entre parlementaires et anciens parlementaires. Les parlementaires hommes présents



ont en outre participé à une cérémonie de signature dans le cadre de la campagne HeForShe/LuiPourElle de ONU Femmes.

Suite aux discussions du groupe de travail, les délégués ont mis au point des engagements spécifiques en ligne avec les cinq domaines prioritaires identifiés dans le plan d'action de la Rencontre.

1. **Développer** des stratégies multisectorielles pour la prévention du harcèlement et de la violence politique fondée sur le sexe
2. **Associer** les hommes aux efforts en faveur de l'autonomisation des femmes en politique à tous les niveaux
3. **Tenir** les partis politiques responsables de favoriser et faire la promotion de l'égalité entre les sexes
4. **Créer** un environnement propice pour un débat public et parlementaire sur la question du harcèlement et de la violence politique
5. **Proposer** des politiques et projets de lois sur le harcèlement et la violence politique et assurer leur mise en œuvre et leur respect dans les institutions visées



« Je m'engage à faire prendre conscience de cet enjeu à mes collègues masculins ».

« Je m'engage à organiser des forums pour sensibiliser à l'enjeu du harcèlement et de la violence politique. Je m'engage aussi à dénoncer publiquement le harcèlement à travers une campagne sur les médias sociaux. »

« Je m'engage à diffuser le Plan d'action du Groupe au sein de mon Parlement et également

de diffuser les pratiques prometteuses de ce plan au moyen d'entrevues avec les médias. »

Des informations supplémentaires, y compris le texte intégral du plan d'action, figurent dans le rapport de cette rencontre, qui peut être consulté via [le pôle de ressources sur le harcèlement politique](#) disponible sur le site de ParlAmericas.



« Dans un monde dominé par les hommes, il y a des coûts et impacts élevés à élever nos voix et poursuivre un rôle actif en politique. Toutefois, nos efforts seront récompensés par la mise en œuvre d'institutions démocratiques ou l'ensemble des membres de nos sociétés peuvent y participer. »

Claudia Nogueira, Membre de la Chambre des députés (Chili), Vice-présidente du Groupe des femmes parlementaires

« Personne ne va vous donner le pouvoir. Vous prenez le pouvoir... parce que les gens qui ont un pouvoir sur les médias, sur le système d'éducation et en politique ne veulent pas le partager. »

L'Honorable Sheila Copps, ancienne parlementaire (Canada)

« J'ai été en mesure d'entendre les témoignages de femmes qui ont subi la violence en politique, et cela m'a fait réaliser qu'il ne s'agit pas d'un problème uniquement pour les pays en développement, mais bien pour tous les pays. »

Hugh Buchanan, Membre du Parlement (Jamaïque)

« Même si le terme « harcèlement politique » demeure marginalisé dans le discours dominant, il est évident que les femmes sont victimes de violence là où l'écart entre les sexes est le plus grand, notamment dans le contexte de la politique parlementaire. Nous avons parcouru un long chemin dans la lutte pour l'égalité, mais les femmes ambitieuses dans la sphère politique sont toujours perçues comme une menace pour de nombreux hommes... Notre plan d'action représente un moyen d'aller de l'avant, notamment en se soutenant toutes et tous ensemble pour respecter et mettre en œuvre les engagements pris. »

Jennifer Simons, Présidente de l'Assemblée Nationale (Suriname), Présidente du Groupe de femmes parlementaires, 2013-2015



En Perspective : Assemblée plénière

THÈME : Légiférer pour la prospérité avec équité

DATES : 4-5 septembre 2015

LIEU : Panama City, Panama

PARTICIPANTS : 45 législateurs nationaux
représentant 18 pays

Lors de la 12^{ème} Assemblée plénière, sous l'égide de Javier Ortega, hôte et membre de la Chambre des députés du Panama, des parlementaires de l'ensemble des Amériques se sont réunis sous le thème de Légiférer pour la prospérité avec équité pour discuter d'initiatives parlementaires

concernant les enjeux fondamentaux abordés lors du VIIe Sommet des Amériques : éducation, santé, énergie, sécurité, migration, environnement, participation des citoyens et gouvernance démocratique. Cette Assemblée plénière a en outre mis en vedette des séances de consultation stratégique avec l'objectif d'intégrer les perspectives et priorités des parlementaires dans des axes de programmation qui s'inscrivent dans le plan quinquennal de ParlAmericas. Puisque l'Assemblée plénière représente l'organe décisionnel de ParlAmericas, les délégués ont aussi élus certains représentants au Conseil d'administration.

Séance d'ouverture

L'Assemblée plénière s'est ouverte avec les mots de bienvenue des parlementaires hôtes du Panama et d'autres représentants du Conseil d'administration de ParlAmericas.

« La mission de ParlAmericas est de s'engager à améliorer les processus démocratiques dans les Amériques et à favoriser les espaces de discussion et de dialogue dans l'hémisphère. »

Javier Ortega, membre de l'Assemblée Nationale (Panama), hôte de l'Assemblée plénière

« ParlAmericas est devenu... un forum ouvert où non seulement les liens de confiance et d'amitié se sont développés entre parlementaires des Amériques, mais où les parlementaires ont également élaboré des propositions novatrices... dans ces espaces politiques afin d'améliorer la qualité de vie dans nos communautés. »

Sénatrice Marcela Guerra (Mexique), Présidente de ParlAmericas



« En tant que femmes législatrices engagées à améliorer le bien-être des femmes dans nos pays, nous avons nous-mêmes fait l'expérience d'obstacles liés à notre statut de femme... Notre perspective sur la question de l'égalité entre les sexes est importante pour la création et le développement de nouvelles lois. »

Jennifer Simons, Présidente de l'Assemblée Nationale (Suriname), Présidente sortante du Groupe des femmes parlementaires

« Aujourd'hui nous vivons dans un monde globalisé... un monde qui a transformé les institutions et qui a permis le développement de moyens de communication plus efficaces et rapides, et qui a permis une plus grande participation sur des sujets qui étaient précédemment inconnus de nos citoyens. »

Rubén de León, Président de l'Assemblée nationale (Panama)

Allocution Principale

Après l'inauguration officielle de l'Assemblée plénière, Dr. Marcel Salamín du Ministère des Affaires extérieures du Panama, a axé son allocution principale sur le thème « Un hémisphère en crise, un avenir incertain, » offrant aux participants un aperçu de la réalité complexe des pays représentés et des processus de changement et de transition dans les Amériques.

Pour le Dr. Salamín, cette crise comprend des aspects économiques, politiques, sociaux et culturels. Par exemple, il a souligné le problème des inégalités sociales où 1 % de la population détient toujours la majorité de la richesse et celui de la vie politique où les débats ne sont pas toujours participatifs ou représentatifs des besoins de l'électorat. Il a également attiré l'attention sur un facteur important : que la démocratie tend à être perçue comme un enjeu politique et non

social, ce qui limite la légitimité démocratique puisque les besoins des minorités ne sont pas pris en compte.

Il a reconnu que ces problèmes ne peuvent être résolus sur une base individuelle : « Nous devons être conscients et nous devons faire appel à des instances multilatérales pour trouver des solutions ». Il est évident que les citoyens exigent une réponse plus approfondie aux problèmes actuels, qui nécessitent davantage d'espaces pour la participation.

Il a conclu sa présentation en mentionnant que les législatures ont une responsabilité primordiale dans la mise en œuvre de ce programme et la réalisation des accords pertinents.

« Le processus du Sommet des Amériques fonctionne lorsque vous, en tant que parlementaires, commencer à discuter de solutions concrètes et d'une feuille de route menant à un résultat satisfaisant. »

Dr Marcel Salamín, ministre des Relations extérieures (Panama)



Table Ronde : Études de cas sur les processus législatifs en matière d'éducation, de santé, d'énergie et de sécurité

Modérateur : Alicia Comelli, membre de la Chambre des députés d'Argentine

Intervenants : Blanca Ovelar, sénatrice du Paraguay ; Humberto Costa, sénateur du Brésil ; Chester Humphrey, Président du Sénat de la Grenade ; Gladys López, membre de l'Assemblée nationale de Cuba

Éducation

Dans son exposé d'ouverture sur l'éducation, la sénatrice Ovelar a fourni un aperçu mondial et régional, citant des indices généraux de développement et présentant également des exemples tirés de l'expérience du Paraguay. Elle a commencé son exposé en mentionnant qu'en 1990, des délégués de plus de 150 pays se sont réunis à Jomtien, en Thaïlande, pour la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous. Cependant, en 2000, étant donné le manque de temps et de ressources disponibles pour atteindre les objectifs proposés, il a été suggéré que l'objectif soit prorogé jusqu'en 2015. Aujourd'hui les objectifs n'ont toujours pas encore été atteints, même si certaines conditions sociales se sont

améliorées, tels que le Paraguay où plus de 1 million d'étudiants ont commencé à être scolarisés en seulement 10 ans.

Malgré les progrès réalisés, la sénatrice Ovela a réitéré que nous vivons dans la région la plus inégalitaire au monde et que l'éducation est le seul facteur qui peut combattre cette injustice sociale. Elle a conclu avec une analyse comparative du produit intérieur brut (PIB) par habitant des différents pays dans les Amériques et de son évolution au cours des dernières décennies. Elle a souligné que l'investissement dans l'éducation par les pays d'Asie de l'Est se chiffre à près de 20 % du PIB, tandis que pour les pays d'Amérique latine, il se chiffre autour de seulement 6 %.

« Nous sommes un élément fondamental de la structure de l'État. Nous devons fournir les outils nécessaires à l'État pour faire en sorte que les écoles ne reproduisent pas l'inégalité existante. »

Senadora Blanca Ovelar (Paraguay)

Santé

Ensuite, le sénateur Costa a présenté sur le thème de la santé avec une étude de cas du programme *Más Médicos*. Il a expliqué que ce programme a bénéficié à plus de 60 millions de personnes, en particulier les personnes qui auparavant avaient un accès limité aux soins médicaux. Il a expliqué que

le programme a mis en place des infrastructures pour des cliniques, des centres de santé et des soins médicaux pour le public. Au même moment, il y a eu une réforme de l'enseignement médical pour améliorer la formation des médecins dans tous les domaines de spécialisation.

En parallèle à ce programme, le gouvernement du Brésil a signé un accord avec Cuba par le biais de l'Organisation panaméricaine de la santé afin d'envoyer 15 000 médecins au Brésil pour améliorer les soins médicaux et soutenir la formation. Cet accord a entraîné l'augmentation à la fois de la proportion de médecins par citoyen et aussi de la qualité des soins.

« Cela fait exactement deux ans que le Brésil a commencé ce programme de santé qui a été l'un des instruments les plus importants pour l'inclusion sociale dans le pays. »

Sénateur Humberto Costa (Brésil)

Énergie

Le Président Humphrey a débuté son exposé sur l'énergie, en soulignant que son pays est petit, aussi bien en taille qu'au niveau de sa population. La Grenade possède des ressources limitées et il y a une dépendance sur les produits dérivés du pétrole pour satisfaire une demande croissante.

Selon le Président Humphrey, le coût élevé de l'énergie est l'un des principaux défis pour le



développement du pays. Dans le cas de l'énergie électrique, il y a une société étrangère qui détient un monopole comme unique fournisseur du pays. Avec un prix de 0,65 US \$ / kW, la Grenade a le deuxième plus haut coût d'énergie électrique dans les Caraïbes. C'est également un facteur important dans le développement d'énergies alternatives, qui a commencé à affecter l'industrie hôtelière.

Il a aussi mentionné que le Parlement est en train d'élaborer une loi qui accorde un accès au

marché à d'autres compagnies ce qui permettra d'offrir des prix plus compétitifs aux citoyens. Le gouvernement étudie également des énergies alternatives pour profiter de certains avantages géographiques, telles que des stations d'énergie éolienne expérimentales. Il a conclu en réitérant que la diversification et la conservation de l'énergie sont des questions essentielles.

« [L'énergie] est un sujet fondamental dans de nombreux pays, et aucun pays dans l'économie moderne ne peut se permettre d'éluder le sujet. »

Chester Humphrey, Président du Sénat (Grenade)

Sécurité

Mme López a ensuite présenté les programmes que Cuba a entrepris dans le domaine de la sécurité humaine. Elle a mentionné que son Parlement s'identifie avec le thème

de l'Assemblée plénière, de *légiférer pour la prospérité avec équité*; toutes les décisions, y compris l'approbation du budget annuel sont débattues avec rigueur, avec la participation active de tous les membres de l'Assemblée ; un processus similaire existe pour l'approbation des projets dans les assemblées ordinaires. Cela fournit une base sûre et enrichit le travail des législatures puisqu'une connaissance plus approfondie et une plus grande prise de conscience sont acquises lors du processus d'adoption de lois.

Un autre exemple de la sécurité humaine est la promulgation de la loi du Code du travail, qui définit le travail comme un droit et un devoir social. La Loi favorise l'égalité, protège les jeunes travailleurs et travailleuses et interdit toute forme de discrimination ainsi que le travail des enfants.

Mme López a cité José Martí pour décrire le travail des parlementaires pour analyser et corriger les

problèmes de la société. Leur vision doit émaner de la communauté, ils doivent se consacrer entièrement à leurs mandats jusqu'à la fin, et ils doivent s'assurer que la population bénéficie de tous les droits et protections pour garantir la sécurité de vie pour tous. Elle a conclu en observant que ce qui est essentiel pour le développement est de continuer à améliorer les expériences partagées et qui sont entreprises pour accroître la participation des citoyens.

« La sécurité est un problème qui touche tous les domaines de la vie. Cela a à voir avec l'unité, avec la conviction que tout ce que nous faisons doit être fait avec et pour nos collectivités. »

Gladys López, Membre de l'Assemblée Nationale (Cuba)

Après les présentations, la modératrice a résumé les points principaux de chaque intervenant ;

par exemple, la nécessité d'inciter à compléter 12 ans de scolarité et l'augmentation des budgets de l'éducation ; l'objectif de mettre en place une couverture de santé égalitaire tant dans les grandes centres urbains que dans les régions moins peuplées ; la nécessité d'une participation collective à la rédaction de lois comme dans le cas d'autosuffisance énergétique dans les petites îles ; et que la seule façon d'assurer la sécurité pour tous est de garantir pleinement les droits fondamentaux. Suite à cette intervention, les délégués ont échangé sur leurs expériences et les initiatives dans leurs parlements respectifs afin de trouver des solutions à ces enjeux.



Table ronde sur la migration, l'environnement, la participation des citoyens et la gouvernance démocratique

Modérateur : Germán Blanco, représentant de la Colombie

Intervenants : Tanisha Tynes, sénatrice des Bahamas ; Ignacio Urrutia, membre de la Chambre des députés du Chili ; Ana Matilde Gómez, membre de l'Assemblée nationale du Panama ; Marlelly Vásconez, membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur

Migration

La sénatrice Tynes a ouvert la deuxième table ronde, se référant aux nombreux avantages de la migration, y compris les contributions à l'économie et le bien-être du pays. Elle a expliqué que des problèmes peuvent toutefois survenir dans le cas de migration informelle et sans papiers. Selon la sénatrice Tynes, dans le cas des Bahamas, des niveaux élevés de migration prévue cette année pourraient générer de grandes dépenses et pertes.

Un autre problème majeur est la traite des êtres humains qui se produit dans la région. Elle a également noté qu'en tentant d'émigrer illégalement, beaucoup de gens ont perdu leurs économies, voire leur vie. Elle a expliqué que les îles sont surtout des centres de transit pour les migrants avec des destinations finales ailleurs, le plus fréquemment aux États-Unis.

Pour conclure son exposé, elle a partagé les détails d'un projet dans son pays qui vise à accroître la sécurité liée à la migration. Elle a également indiqué que dans le cadre de ce projet, elle espère identifier les citoyens qui

vivent illégalement dans le pays, avec l'objectif de légaliser leur statut.

« La traite des êtres humains est un sujet important de préoccupation. Il y a des gens qui ont perdu leur épargne et même leur vie. »

Sénatrice Tanisha Tynes (Bahamas)

Environnement

M. Urrutia a poursuivi la table ronde en abordant le thème de l'environnement et a souligné que le changement climatique est un phénomène significatif avec des impacts dans de nombreux pays. En mettant l'accent sur les émissions de CO₂ élevées qui sont enregistrés—la cause principale du problème—M. Urrutia a également souligné l'urgence d'intégrer la protection de l'environnement dans la politique, l'économie et la société. Il a mentionné que la riche biodiversité et les réserves d'eau douce de l'Amérique latine sont uniques et que les pays doivent assumer la responsabilité de la gestion de ces ressources.

Il a terminé sa présentation en partageant l'expérience du Chili, un pays qui, au cours des 25 dernières années, a développé un système de réglementation environnementale, fondé sur un cadre réglementaire que le pays a adopté en 1992, avant le Sommet de Rio. Aujourd'hui, le Ministère de l'environnement évalue et régleme les projets mis sur pied au Chili, en particulier ceux qui ne sont pas conformes aux politiques environnementales.

« En Amérique latine, notre biodiversité et nos réserves d'eau douce sont uniques. C'est pourquoi il est nécessaire que nos pays soient conscients de notre responsabilité à gérer et à préserver la richesse qui permet le développement de services écosystémiques au niveau local, national et mondial. »

Ignacio Urrutia, membre de la Chambre des députés (Chili)

Participation des citoyens

Mme Gómez a commencé sa présentation en définissant la

participation citoyenne comme un effort individuel ou collectif auquel prend part des citoyens ou groupe de citoyens dans le but d'avoir un impact sur les politiques publiques, ou en essayant de prendre part au processus décisionnel sans occuper une charge publique. Se référant à l'Article 6 de la Charte démocratique interaméricaine de l'OEA, signés en 2001 par tous les pays de l'hémisphère, elle a signalé que la participation des citoyens est un droit et une responsabilité, ainsi qu'une condition nécessaire à l'exercice de la démocratie.

À son avis, la transition démocratique qu'ont connu de nombreux pays d'Amérique latine n'a pas renforcé la participation citoyenne, mais a plutôt renforcé la création de partis politiques. Ce phénomène a tendance à discréditer ou limiter la participation citoyenne. Elle a noté qu'un défi majeur actuellement au Panama, et pour d'autres pays de la région, est que la consolidation démocratique n'est pas viable du point de vue des citoyens, qui ne parviennent pas à faire entendre leur perspective si un acteur

politique ne se trouve pas impliqué dans ce processus.

Malgré ces obstacles, elle reste persuadée qu'il y a aujourd'hui de nombreux efforts mis en œuvre pour relever ce défi. Des nouveaux espaces ont été créés afin que les citoyens participent à l'élaboration des différentes politiques publiques qui auront un impact sur le développement durable.

En guise de conclusion, Mme Gomez a réitéré certaines préoccupations des citoyens face aux systèmes politiques en Amérique latine. Elle a mentionné que la décentralisation de l'État peut jouer un rôle important en permettant une plus grande participation citoyenne qui peut être intégrée dans la démocratie et, par ce biais, augmenter la confiance des citoyens dans les institutions politiques.

« Il n'y a pas de démocratie sans les femmes, il n'y a pas de démocratie sans les minorités, et il n'y a pas de démocratie sans la participation des citoyens. »

Ana Matilde Gómez, membre de l'Assemblée Nationale (Panama)

Gouvernance démocratique

Dans le cadre de sa présentation sur la gouvernance démocratique, Mme Vásconez a expliqué que la participation des citoyens et la gouvernance démocratique sont deux thèmes très importants et complémentaires. Elle a noté que ces deux enjeux impliquent une participation active des citoyens au processus décisionnel, non seulement en exigeant des changements, mais aussi en participant à la mise en œuvre de ces changements. Elle a affirmé qu'il y a trois types complémentaires de démocratie : représentative, participative et délibérative.

Elle a aussi mis de l'avant certains articles de la constitution équatorienne qui servent d'éléments clés pour l'augmentation et l'amélioration de la participation des citoyens. Elle a conclu son exposé en présentant l'exemple de l'Article 103 de la constitution, qui établit que la participation des citoyens doit être fondée sur les principes d'autonomie, d'égalité, de respect des différences, de contrôle populaire, de solidarité

et d'interculturalité, ainsi que de délibération publique.

« Le concept de démocratie implique la prise en compte de la participation des citoyens au processus décisionnel ; ils n'exigent pas le changement mais prennent part à créer le changement. »

Marllely Vascónez, membre de l'Assemblée Nationale (Équateur)

Après les présentations des intervenants, le modérateur de la table ronde a donné la parole aux participants, qui ont posé des questions surtout les aspects de la participation des citoyens et de la gouvernance démocratique. La question ayant généré le plus d'intérêt fut de savoir comment augmenter l'intérêt du public envers la gestion des parlements. Pour conclure cette période de questions, les participants ont échangé sur l'enjeu de l'image négative des parlementaires et des difficultés résultant de cette perception pour les parlementaires.

Présentation sur les parlements sensibles au genre

Chaque année, le Groupe des femmes parlementaires contribue une perspective sexospécifique aux sessions de l'Assemblée plénière. Pour illustrer l'importance d'institutionnaliser une perspective sensible au genre dans tous les travaux parlementaires—et, par extension pour l'ensemble des thèmes abordés à l'Assemblée plénière—Jutta Marx de l'Union Interparlementaire (UIP) a présenté le plan d'Action pour des Parlements Sensibles au Genre de l'UIP. Les cinq composantes essentielles des parlements sensibles au genre sont : 1) la composition du Parlement ; 2) le cadre juridique ; 3) les méthodes, les structures et les mécanismes du Parlement ; 4) la culture et l'infrastructure ; et 5) les partenaires stratégiques.

La première composante se réfère à l'augmentation du nombre de femmes participant à la vie politique, en facilitant leur accès aux postes

élus et en soutenant le leadership des femmes. Le second élément s'articule autour de la mise en œuvre de lois et mesures favorisant l'égalité des sexes au sein des parlements et/ou de la révision des lois en vigueur. La troisième composante se réfère à l'établissement d'une stratégie qui place le thème de l'égalité entre les sexes au centre de la politique générale et des décisions institutionnelles ainsi que de la répartition des ressources. Le quatrième principe fait référence à la nécessité d'éliminer des parlements n'importe quel langage qui favorise les stéréotypes discriminatoires ou le harcèlement politique et sexuel. Finalement, l'appui et le soutien des hommes peuvent être un élément fondamental dans la lutte pour l'égalité des sexes au sein des parlements au moyen de mesures qui facilitent l'intégration des femmes dans les parlements.

Mme Marx a partagé avec les délégués les principes directeurs, bonnes pratiques ainsi qu'une approche d'auto-évaluation qui peut être utilisée pour évaluer la sensibilité au genre des parlements, y

compris l'identification des faiblesses qui peuvent aider à formuler des recommandations et des priorités pour l'assistance technique ou des réformes.

La méthodologie de cette évaluation met en évidence sept éléments des parlements sensibles au genre qui sont essentiels à considérer: 1) le nombre de femmes au Parlement et les postes qu'elles détiennent, 2) le cadre législatif et politique, 3) l'intégration de l'égalité entre les sexes, 4) l'environnement parlementaire, les pratiques et procédures, 5) la répartition des responsabilités avec les hommes, 6) les partis politiques, et 7) le personnel parlementaire.

« Un parlement sensibles au genre répond aux besoins et aux intérêts des hommes et des femmes dans ses structures, ses activités, ses méthodes et dans son travail. »

L'Union Interparlementaire définit un Parlement sensible au genre lorsqu'il :

- Favorise et atteint l'égalité dans le nombre de femmes et d'hommes dans l'ensemble de ses organes et structures internes.
- Développe un cadre de politique pour l'égalité entre les sexes adapté à son propre contexte parlementaire national.
- Intègre systématiquement les principes de l'égalité entre les sexes dans l'ensemble de ses activités.
- Favorise une culture interne qui respecte les droits des femmes, favorise l'égalité entre les sexes et répond aux besoins et aux réalités des députés – hommes et femmes – à concilier travail et responsabilités familiales.
- Reconnaît et s'appuie sur la contribution de ses membres hommes qui plaident en faveur de l'égalité entre les sexes.
- Encourage les partis politiques à prendre un rôle proactif dans la promotion et la réalisation de l'égalité entre les sexes.
- Fournit à son personnel parlementaire de la capacité et les ressources pour promouvoir l'égalité entre les sexes, encourage activement le recrutement et la rétention des femmes à des postes



de direction et fait en sorte que l'égalité des sexes soit intégrée de manière systématique dans tous les travaux de l'administration parlementaire.

Pour en savoir plus sur le [Plan d'Action pour des Parlements Sensibles au Genre](#) de l'UIP.

Consultation stratégique

La directrice générale a fait une présentation sur le nouveau projet quinquennal de ParlAmericas sur le renforcement des parlements nationaux. Suite à cette présentation, deux séances de consultation stratégique ont eu lieu, facilitées par Mme Keila González. L'objectif de ces séances était pour

les parlementaires des législatures membres d'identifier des idées, des approches et des stratégies qui pourraient être mises en œuvre dans le cadre de ce projet.

Dans la première partie de la consultation, les participants ont partagé leurs expériences sur les initiatives parlementaires qu'ils ont trouvé le plus utile et bénéfique pour soutenir leur travail législatif. Ils ont identifié des stratégies pour impliquer plus efficacement les parlements membres à ces activités et pour promouvoir des actions qui aideraient les progrès des parlements dans le domaine de la sensibilisation aux questions de genre.

La deuxième partie de la consultation stratégique a contribué à établir une feuille de route pour contribuer aux mandats d'Action du VIIe sommet des Amériques : éducation, santé, énergie,



sécurité, migration, environnement, participation des citoyens et gouvernance démocratique. Une discussion a également eu lieu sur les ressources disponibles pour prendre des décisions au sein des parlements en ce qui concerne ces enjeux.

La discussion s'est ensuite poursuivie avec des groupes de travail où les parlementaires ont partagé leurs points de vue et expériences sur les sujets qu'ils considèrent essentiel pour le travail législatif dans les Amériques. Suite à ces échanges, les délégués ont présenté en plénière des résumés de ce qu'ils avaient discuté afin de partager avec le reste des participants les conclusions de chaque groupe de travail. Les résultats de ces échanges forts productifs et de cette série de consultations continueront à alimenter et aider la mise en œuvre de ce projet de ParlAmericas.



Résultats des élections

Avant la clôture de l'Assemblée plénière, les résultats des élections pour le Conseil d'administration de ParlAmericas ont été annoncés. Deux représentants de l'Amérique Centrale ont été élus : les parlements du Costa Rica et Panama ; deux représentants de l'Amérique du Sud : les parlements de l'Argentine et du Suriname ; et deux représentants des Caraïbes : les parlements de Cuba et de Sainte-Lucie. Gina Godoy, membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur, prendra le rôle de Présidente du Groupe

des femmes parlementaires et la prochaine Assemblée plénière se tiendra au Brésil.

Séance de clôture

Avant la clôture de l'Assemblée plénière, les parlementaires ont pu présenter leurs rapports sur les progrès accomplis concernant les recommandations émises lors de l'Assemblée plénière de l'année précédente sur les thèmes du Parlement ouvert, de l'agenda de développement pour l'après 2015 et les soins de santé pour les femmes.

Pour conclure cette 12^{ème} Assemblée plénière, M. Ortega, au nom du pays hôte, et la sénatrice Guerra, en tant que



Présidente de ParlAmericas, ont remercié les délégués pour leur participation et ont salué les efforts entrepris au sein des parlements de la région sur les initiatives de renforcement global pour le développement durable. Ils ont souligné l'esprit de collaboration au niveau régional afin de partager les pratiques novatrices et leçons apprises dans les parlements et d'adopter des stratégies appropriées en réponse aux défis rencontrés dans chaque pays. Finalement, ils ont remercié l'équipe de l'Assemblée nationale du Panama, pour leur contribution à l'organisation de l'événement.



Rencontre avec la société civile dans le cadre du IIe Forum parlementaire : Beijing + 20

THÈME : Mesures de suivi (20 ans) de la Déclaration de Beijing et du Programme d'action

DATES : 17-18 septembre 2015

LIEU : Quito, Équateur

HÔTES : Assemblée nationale de l'Équateur, ONU Femmes-Équateur et ParlAmericas

PARTICIPANTS : Plus de 30 parlementaires de l'Équateur, ainsi que des délégués de l'Argentine, Chili, Costa Rica, Nicaragua, Panama, et plus de 100 militants de la société civile de l'Équateur

Vingt ans après la 4^{ème} Conférence mondiale sur les femmes tenue à Beijing, en Chine, de nombreux éléments pour l'autonomisation des femmes créés dans le cadre du Programme d'action n'ont pas été mis en œuvre. Afin d'évaluer les progrès réalisés et le travail qui reste à faire au niveau du pouvoir législatif, l'allocution principale et les groupes de travail ont mis l'accent sur trois domaines clés du **Programme d'action de Beijing** : les femmes et l'économie, les femmes et les médias et les jeunes filles.

Dans le cadre de ce forum, ParlAmericas a

organisé une rencontre entre parlementaires et membres de la société civile issus de différents secteurs en Équateur afin d'échanger sur les questions concernant l'autonomisation économique des femmes. Cette rencontre a été ouverte par la Présidente de l'Assemblée nationale, Gabriela Rivadeneira et la vice-présidente de l'Assemblée nationale, Rosana Alvarado. Les discussions ont porté sur l'augmentation de la participation des femmes autochtones dans les processus politiques, l'amélioration de l'accès au crédit et de la terre pour le travail agricole et la prévention de la discrimination, de la violence et des normes culturelles qui reproduisent des inégalités sociales.

Cette rencontre a été une occasion importante de **renforcer les liens entre la société civile et les parlementaires** en s'assurant que les initiatives législatives—y compris la déclaration finale du forum—prennent en compte une perspective citoyenne. Pour en savoir plus sur cette rencontre, y compris le texte intégral de la déclaration publiée, visitez le [blog](#) de cet événement.



« Comme l'héritage que nous avons reçu, quel sera l'héritage que nous léguerons aux prochaines générations? »

Gabriela Rivadeneira,
Présidente de l'Assemblée
Nationale (Équateur)

« Les femmes sont des acteurs majeurs non seulement dans les médias mais aussi sur le terrain, dans les quartiers et dans la communauté. »

Martha Marina González Dávila, membre de
l'Assemblée nationale
(Nicaragua)

« Nous avons besoin d'espaces de dialogue entre les parlements et la société civile ; ce sont ces mécanismes qui garantissent la légitimité des accords que nous ratifions et leur mise en œuvre... [Il faut] renforcer les liens afin que les femmes puissent travailler aux côtés des parlementaires pour garantir leur accès à l'économie. »

Diputada Ligia Fallas (Costa Rica)

« Des hommes et des femmes parlementaires des Amériques se sont réunis à Quito, unis dans la ferme conviction que le processus législatif peut être un point de repère sur la voie de l'équité et de la justice... Nous devons continuer à avancer sur la voie tracée il y a 20 ans par la Déclaration de Beijing et du Programme d'action...cet engagement nous donne la force et la conviction nécessaire pour poursuivre la lutte en faveur de l'égalité entre les sexes. Et cette initiative peut être le phare nous guidant dans notre mission inébranlable en faveur d'une égalité réelle qui fera des Amériques et du monde un endroit où hommes et femmes seront égaux et à l'abri de la discrimination. »

Gina Godoy, membre de l'Assemblée nationale (Équateur), Présidente
du Groupe des femmes parlementaires



Réunion sur la transparence législative dans les Amériques en marge du Sommet mondial du Partenariat pour le gouvernement ouvert

THÈME : Transparence législative

DATES : 29 octobre 2015

LIEU : Mexico, Mexique

HÔTES : L'OEA et ParlAmericas

PARTICIPANTS : Plus de 60 parlementaires, des fonctionnaires et des représentants de la société civile

L'objectif de cette réunion-débat organisée conjointement par l'Organisation des États américains (OEA) et ParlAmericas était de fournir un espace pour le dialogue et l'échange de pratiques novatrices concernant la transparence législative et les parlements ouverts dans les Amériques.

Ont participé à cette rencontre : Luis Iberico, Président du Congrès péruvien ; Carlos Amarilla, sénateur du Paraguay ; Guadalupe Valdez, membre

de la Chambre des députés de la République Dominicaine ; Marcela Guerrero, membre de l'Assemblée législative du Costa Rica ; et Alejandro Guillier, Sénateur du Chili, qui a agi comme modérateur. Les participants ont souligné l'importance de la transparence législative et de la participation des citoyens au sein des parlements, ainsi que des processus de reddition de comptes et de l'éthique parlementaire comme piliers importants de nos démocraties.

Le Président Iberico et Mme Valdez ont souligné les efforts déployés au sein des parlements quant à la participation citoyenne. Le Président Iberico a mentionné que le Congrès péruvien a mis au point des forums législatifs virtuels où les citoyens peuvent commenter les projets de lois. De même, Mme Valdez a expliqué les différents outils qui existent sur le site web de son Parlement pour rester en contact avec les citoyens et pour publier des informations sur le travail législatif.

Mme Guerrero a souligné que la technologie et l'innovation doivent jouer un rôle dans les efforts de transparence et cela devrait faciliter l'interaction entre les citoyens et les parlementaires. Finalement, le sénateur Amarilla a partagé les efforts du Parlement du Paraguay pour lutter contre la corruption et garantir la transparence et l'accès public à l'information.

Le Partenariat pour le gouvernement ouvert, une initiative multilatérale composée de 69 pays membres, a encouragé la création d'accords pour mettre en œuvre les principes de transparence, de participation citoyenne et de collaboration entre les gouvernements.

Le Mexique, pays présidant le partenariat en 2015, a organisé ce Sommet mondial dans le but de promouvoir les principes de transparence gouvernementale dans le cadre des discussions sur le développement pour l'après 2015. De plus, l'ordre du jour de ce sommet a inclus une thématique spécifique pour les parlements nationaux, afin d'encourager les processus de transparence législative, de promouvoir l'innovation parlementaire et de réfléchir sur les défis existants à la mise en place de parlements ouverts dans le monde.



« Il est crucial que la notion de représentant soit comprise comme un élément clé pour les citoyens et qu'ils reconnaissent l'importance du Congrès pour la démocratie. »

Président Luis Iberico Núñez
(Pérou)

« Nous devons renforcer la société civile afin que les citoyens puissent participer activement dans les travaux parlementaires. Les citoyens doivent être constamment connectés au Parlement. »

Guadalupe Valdez, membre
de la Chambre des députés
(République Dominicaine)

« L'innovation doit être au service de la démocratie. »

Marcela Guerrero, membre
de l'Assemblée législative
(Costa Rica)

« ParlAmericas a entrepris de prendre une part active dans la promotion des parlements ouverts dans les Amériques, parce que même si de nombreuses lois nationales sur la transparence et l'accès public à l'information existent, ces principes exigent leur internalisation accrue dans le travail législatif. Les parlements ne devraient pas devenir plus ouverts uniquement parce que la loi l'oblige, mais plutôt parce que l'essence même d'un Parlement, c'est d'être ouvert aux citoyens. »

Sénatrice Marcela Guerra (Mexique), Présidente de ParlAmericas

Title





Session de travail du Réseau parlement ouvert en marge du Sommet mondial du Partenariat pour le gouvernement ouvert

THÈME : Gouvernement ouvert et Parlement ouvert

DATE : 29 octobre 2015

LIEU : Mexico, Mexique

HÔTES : Sénat du Mexique

PARTICIPANTS : 34 législateurs représentant 21 pays dans le monde entier

Le Réseau parlement ouvert

de ParlAmericas favorise la transparence, l'accès à l'information, la responsabilisation, la participation citoyenne et la probité dans les Assemblées nationales de nos pays membres. Suite à sa récente intégration comme groupe de travail permanent de ParlAmericas en septembre 2015, le Réseau a continué de mettre en place des activités visant à stimuler et consolider la transparence législative au sein des parlements des Amériques et des Caraïbes.

Cette séance de travail du Réseau parlement ouvert visait à favoriser des discussions entre parlementaires et représentants d'organisations internationales sur les actions et initiatives visant à promouvoir la transparence, l'accès à l'information, la responsabilité politique, la participation citoyenne et la probité au sein des parlements dans les Amériques et les Caraïbes.

La Sénatrice Guerra a ouvert la réunion par une brève introduction sur le travail de ParlAmericas dans la région. Elle a mentionné

l'intégration récente du Réseau au sein de ParlAmericas et a souligné l'importance de ces activités. Le sénateur Larraín, Président du Réseau parlement ouvert, a ensuite présenté aux délégués un bref aperçu de l'historique et des actions du réseau. Les participants ont par la suite discuté du plan d'action 2016-2018 actuellement développé par le réseau. La rencontre s'est conclu par une présentation de Scott Hubli, directeur des programmes sur la gouvernance à l'Institut National Démocratique pour les Affaires Internationales (NDI), sur les progrès réalisés dans le domaine du gouvernement ouvert dans les législatures nationales des Amériques.

« Les principes d'une société ouverte, d'un Parlement ouvert ou d'un gouvernement ouvert sont à la fois un outil et une fin en soi, parce qu'ils sont un moyen d'aller de l'avant et également un objectif à atteindre. ... Et si nous ne sommes pas en mesure de prendre ces rôles en tant que représentants—de favoriser la transparence, de favoriser la participation des citoyens dans le processus décisionnel, de prendre en compte l'agenda citoyen et le développement futur de nos pays—il sera difficile de demeurer des acteurs légitimes et une crise politique sera inévitable. »

Sénateur Hernán Larraín (Chili)





« Le développement de la participation citoyenne doit commencer avec le travail parlementaire et la mise en œuvre de cadres législatifs efficaces... [Dans mon pays], nous avons un processus de diffusion des lois en rassemblant et informant notamment différents syndicats. Notre Comité législatif a aussi pour mission de se déplacer dans l'ensemble du pays et de sensibiliser différents acteurs et représentants de la société civile sur les projets de lois que nous développons. »

María Verónica Rodríguez, membre de l'Assemblée nationale (Équateur)

« Je suis convaincu que [la transparence et la responsabilisation] sont des outils qui ne sont pas seulement une fin en soi, mais aussi un moyen de... faire progresser significativement notre agenda, notamment quant à la productivité de l'État. »

Martín Lousteau, membre de la Chambre des députés (Argentine)

« Je pense qu'il s'agit d'un processus irréversible et tôt ou tard, nous aurons développé l'ensemble des instruments législatifs. Fondamentalement toutefois, un changement culturel est nécessaire pour nous permettre d'avancer pleinement. Nous ne discutons même pas de ces enjeux il y a 3 ans, et aujourd'hui nous avons un ordre du jour beaucoup plus dynamique. »

Sénateur Carlos Amarilla (Paraguay)



Délégations parlementaires à la Mission d'observation électorale de ParlAmericas en Haïti

THÈME : Renforcer la démocratie, les processus électoraux et le leadership des femmes en politique

DATES : 22-27 octobre 2015 et 8-12 décembre 2015

LIEU : Port au Prince, Haïti

HÔTES : Mission d'observation électorale de ParlAmericas en Haïti

PARTICIPANTS : 5 parlementaires d'Amérique latine et 10 anciens politiciens du Canada

Mission d'Observation Électorale en Haïti

Après la signature d'un protocole d'entente avec le Conseil électoral provisoire, ParlAmericas a lancé la Mission d'Observation électorale en Haïti (MiOÉH)

pour les élections présidentielles, parlementaires et locales qui ont eu lieu le 25 octobre 2015, ainsi que pour le second tour des élections.

Les objectifs de la MiOÉH sont de fournir une évaluation systématique, indépendante et impartiale du processus électoral, tout en s'engageant dans un dialogue pour promouvoir un processus électoral inclusif et fondé sur les règles et les lois. L'initiative est mise en œuvre grâce à une équipe de spécialistes techniques et analytiques et le déploiement d'observateurs à court et à long terme.

Suite aux informations recueillies dans le cadre de réunions avec les intervenants, y compris les candidats, les représentants des partis politiques et de la société civile et des administrateurs électoraux de l'ensemble des départements à travers le pays, la MiOÉH a livré des déclarations préliminaires sur divers aspects du processus électoral, notamment

sur l'environnement électoral, les préparatifs pour les élections et la participation des femmes à la prise de décision politique.

La MiOÉH continuera à observer le processus électoral à travers les élections du second tour prévues pour le 24 avril 2016. Dans le cadre de la **période postélectorale**, la Mission a l'intention de publier un rapport final et de consulter les parlementaires haïtiens afin de développer des recommandations visant à renforcer le cadre démocratique.

Délégations parlementaires

ParlAmericas a fourni un appui à une délégation de parlementaires et anciens parlementaires des Amériques pour soutenir les activités de la MiOÉH et promouvoir la coopération interparlementaire dans les domaines du renforcement démocratique et des droits de la personne. Lors des élections du 25 octobre 2015, elle a déployé une délégation parlementaire d'observateurs à court terme

composé de Gina Godoy, membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur, et de 10 Canadiens ayant une expérience d'élus politique au niveau fédéral, provincial ou municipal.

Sur une période de six jours, les délégués ont rencontré des organisations internationales, des représentants du gouvernement, des groupes de la société civile et des acteurs politiques en vue d'acquérir une connaissance approfondie du contexte électoral haïtien et d'échanger sur leur expertise et leur engagement aux valeurs démocratiques communes. Le jour du scrutin, les délégués ont été déployés à des bureaux de vote à travers le pays pour l'observation du scrutin et le processus de dépouillement. La MiOÉH a publié un communiqué résumant ses observations préliminaires lors d'une conférence de presse s'étant déroulé 48 heures après le jour du scrutin.

En tant que présidente du Groupe de femmes parlementaires, Mme Godoy a également participé à des réunions supplémentaires avec des acteurs nationaux et internationaux et a participé à une table ronde avec



des groupes de la société civile sur **les stratégies pour surmonter les obstacles politiques rencontrés par les femmes**, ainsi qu'une rencontre sur les bonnes pratiques pour accroître la participation des femmes aux élections avec Gabrielle Hyacinthe, ministre responsable de la condition féminine.

S'appuyant sur le succès de cette première visite, une seconde visite d'une délégation parlementaire a été organisée début décembre, dirigée par Mme Godoy avec la participation de parlementaires d'Amérique latine : Ligia Fallas, membre de

l'Assemblée nationale du Costa Rica ; Máxima Apaza, sénateur de la Bolivie ; Luis Alberto Batres, membre de l'Assemblée législative d'El Salvador ; et Carmen Omonte, membre du Congrès du Pérou.

Les délégués ont participé à de nombreux débats constructifs sur le processus électoral par le biais de **réunions, conférences et tables rondes avec une variété d'acteurs politiques**. Leurs discussions ont porté sur la réforme électorale, l'intégration de politiques sensibles au genre au sein des parlements et partis politiques, la violence contre les femmes lors

des élections et la collaboration avec des organisations locales et internationales pour développer un processus électoral sensible au genre.

L'un des éléments significatifs de cette visite a notamment été la participation à une conférence sur la violence électorale contre les femmes organisée par ONU Femmes, le PNUD et le Ministère haïtien des affaires féminines. Lors de cette conférence, Mme Godoy et Mme Fallas ont participé à des tables rondes où elles ont partagé les expériences et les leçons apprises propres à leurs pays. Tous les délégués ont également participé à des tables rondes avec des candidats et des militants, où ils ont partagé leurs perspectives sur les droits des femmes et l'organisation politique.



« Les tables rondes ont été des espaces d'inclusion horizontale. Ils nous ont permis d'entendre des parlementaires haïtiens et des organisations sociales, et de leur offrir notre soutien et notre solidarité. »

Sénateur Máxima Apaza (Bolivie)

« Ces rencontres nous ont permis de visualiser la situation politique, économique et sociale actuelle en Haïti. C'est le moment idéal pour sensibiliser les femmes haïtiennes et les hommes et les convaincre que les femmes jouent un rôle fondamental dans la construction d'une véritable démocratie représentative et équitable. »

Luis Alberto Batres, membre de l'Assemblée législative (El Salvador)

« Haïti est confronté à des défis importants, notamment l'intégration des femmes dans les espaces de prise de décision politique. La société doit offrir aux femmes des opportunités à participer au développement national. »

Membre du Congrès Carmen Omonte (Pérou)

Activités et Finances

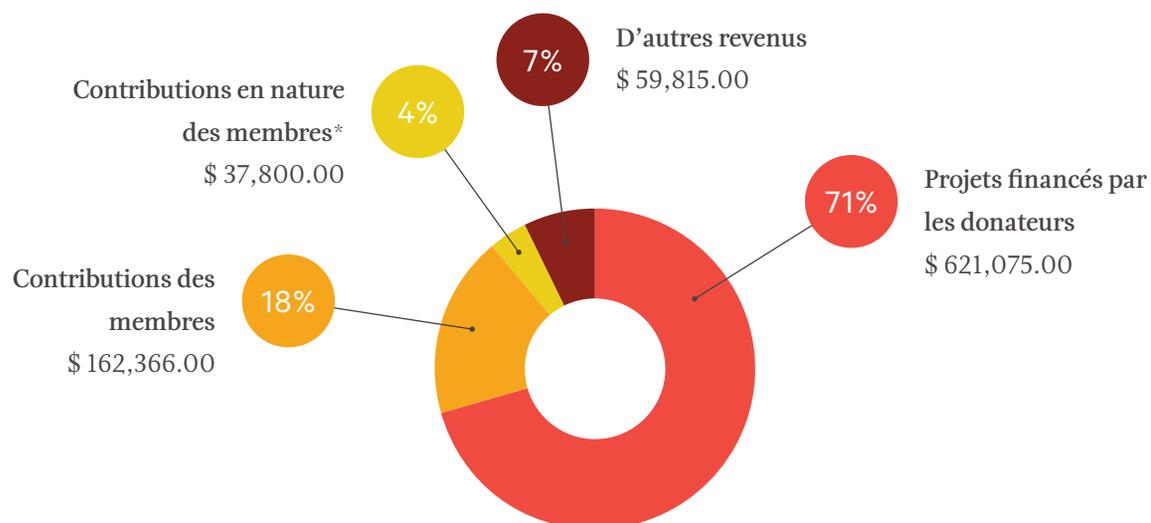
Les activités et opérations de ParlAmericas pour l'exercice financier 2014-2015 ont été financées grâce au soutien de nos parlements membres et à la généreuse contribution du gouvernement du Canada.

***REMARQUE :** Les contributions en nature sont calculées uniquement lorsque la juste valeur peut être raisonnablement estimée ou si des pièces justificatives sont fournies par les parlements. Le montant indiqué n'est pas une représentation exacte de la valeur totale des appuis fournis par les parlements à l'organisation d'activités dans le cadre des opérations de ParlAmericas.

Source : États financiers annuels vérifiés de ParlAmericas, septembre 2015

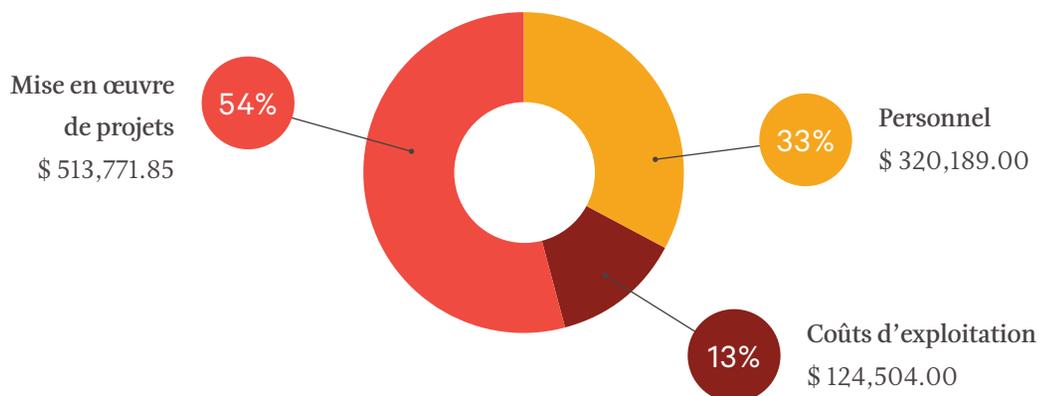
Contributions 2014 - 2015

Total : \$881,056.00



Dépenses 2014 - 2015

Total : \$958,464.85



Nous sommes reconnaissants à tous ceux qui ont contribué à nos activités et nous espérons continuer à collaborer avec nos membres en 2016 afin de renforcer ParlAmericas et construire une organisation toujours plus dynamique et efficace.

- L'équipe de ParlAmericas

ALISHA TODD

Directrice générale

DEBORAH NOVAES

Assistant de programme

NATALÍ CASANOVA

Chargé de programme – Parlement ouvert

ÁLVARO TERÁN

Assistant de programme

LISANE THIRSK

Chargé de programme – Égalité entre les sexes

THAÏS MARTÍN NAVAS

Gestionnaire des relations publiques (en congé)

ANABELLA ZAVAGNO

Gestionnaire des programmes

LOURDES LI

Responsable des communications et des événements

THOMAS CORMIER

Directeur de programme (Haïti)



710 - 150 Wellington St, Ottawa, Ontario, K1P 5A4, Canada

Téléphone : + 1 (613) 594-5222 | Fax : + 1 (613) 594-4766

www.parlamericas.org | info@parlamericas.org

